



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 7 décembre 2023

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), l'inflation aurait rebondi en novembre à 4,32 % g.a (contre 4,26 % g.a en octobre), interrompant ainsi neuf mois consécutifs de ralentissement.

LE CHIFFRE A RETENIR

+4,32 %

Taux d'inflation annuel en
novembre 2023

Malgré la hausse du taux d'inflation, ce chiffre reste inférieur aux estimations du marché, qui prévoyaient un taux à 4,4 % g.a pour novembre 2023. En termes mensuels, l'indice national des prix à la consommation a enregistré une augmentation de 0,64 % (alors que le consensus de marché prévoyait 0,71 % g.m). L'accélération des prix s'expliquerait notamment par la progression des prix de 1,81 % g.m de la composante non-essentielle de l'inflation, tandis que ceux de la composante essentielle auraient augmenté de 0,26 % par rapport au mois précédent.

L'inflation de base, qui exclut de son calcul les prix des biens les plus volatils, s'établirait à 5,30 % g.a en novembre, soit son niveau le plus bas depuis octobre 2021, selon l'INEGI.

L'inflation des marchandises enregistrerait un taux de 5,33 % g.a, et celle des services un taux de 5,28 % g.a en novembre.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

Selon l'enquête de Citibanamex, l'inflation globale rebondirait à la fin de l'année pour s'établir à 4,55 % par rapport à son niveau d'octobre de 4,26 %. Ce rebond serait dû à la composante non essentielle de l'inflation, le consensus de marché prévoyant que l'inflation de base clôturerait l'année à 5,16 %, en baisse de 0,15 point par rapport à son niveau d'octobre. Concernant le PIB, l'estimation de croissance établie dans l'enquête précédente a été maintenue, à 3,4 % pour la fin de l'année 2023, et augmenté de 0,1 pp pour 2024 (à 2,2 % du PIB). Par ailleurs, les prévisions de politique monétaire indiquent que le consensus de marché s'attend à une première réduction du taux d'intérêt directeur de 25 points de base en mars 2024. Enfin, les prévisions du taux de change ont été revues à la baisse, s'établissant désormais à 17,73 MXN/USD à la fin de l'année 2023. Pour 2024, le taux de change a également été abaissé à 18,8 MXN/USD contre 19 MXN/USD précédemment prévu.

Selon l'INEGI, en septembre, l'investissement brut en capital fixe aurait enregistré sa plus forte chute en 15 mois, baissant de 1,5 % g.m. Cette baisse s'expliquerait notamment par la chute de l'investissement dans la construction non résidentielle de 11,3 % g.m, tandis que l'investissement résidentiel a progressé de 3,4 % g.m. Par ailleurs, les données de l'INEGI montrent une augmentation mensuelle de 2,7 % de l'investissement en machines et équipements. En comparaison annuelle, l'investissement fixe brut aurait augmenté de 23,5 %, soutenue par les investissements dans le secteur de la construction (+26,5 % g.a) et ceux dans les machines et équipements (+20,9 % g.a).

La consommation privée aurait progressé de 0,8 % g.m en septembre (soit 5 % g.a), dépassant ainsi la prévision de 0,2 % g.m de l'INEGI. Ce résultat s'expliquerait par l'augmentation mensuelle de 0,8 % de la consommation de biens et services nationaux et de 1,8 % de celle des biens importés (marquant un ralentissement par rapport aux 3,6 % g.m enregistrés en août). Différents facteurs seraient à l'origine de ce dynamisme de la consommation privée, dont notamment : (i) les envois de fonds, (ii) le plein emploi, (iii) les programmes sociaux et (iv) le ralentissement de l'inflation.

Selon l'enquête nationale sur la profession et l'emploi de l'INEGI, le taux de chômage aurait baissé à 2,7 % en octobre. Parallèlement à cette baisse du chômage, le taux de sous-emploi (regroupant les personnes qui, bien qu'ayant un emploi sont disposées à travailler plus longtemps) aurait diminué à 7,9 % en octobre (contre 8,2 % en septembre). Cependant, le taux d'informalité aurait augmenté à 55,4 %. Le secteur de la construction est celui qui aurait enregistré le plus de création d'emplois, suivi du secteur des services et enfin du secteur primaire.

En octobre 2023, le Mexique aurait reçu 5,81 Mds USD en transferts de fonds, soit une augmentation annuelle de 8,4 %, selon la Banque du Mexique (Banxico). Ce montant constituerait un record historique, bien que la dynamique mensuelle semble s'affaiblir. En effet, le résultat d'octobre impliquerait un ralentissement par rapport à l'augmentation de 11,3 % g.a, enregistrée en septembre 2023. Par ailleurs, le montant moyen envoyé par les Mexicains non-résidents s'élèverait à 397 USD par mois, selon

Banxico, soit une hausse de 3 % g.a de la valeur de l’envoi. Pour la période janvier-octobre 2023, la valeur cumulée des envois de fonds se serait établie à 52,8 Mds USD, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à la même période en 2022.

Selon Banxico, le crédit à la consommation aurait maintenu son dynamisme en octobre, enregistrant une croissance de 13,4 % g.a. Ce chiffre marque un léger ralentissement par rapport au mois de septembre, où le crédit à la consommation avait enregistré une croissance de 13,5 % g.a. En octobre, le portefeuille de crédit aurait enregistré une expansion de 6,2 % g.a, soutenue par l’augmentation annuelle de : (i) 16 % des demandes de cartes de crédit ; (ii) 14,6 % du crédit pour l’achat de biens de consommation durables ; (iii) 10,2 % du crédit salarial ; (iv) 5 % du crédit au logement et enfin, (v) 3,2 % des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers ayant une activité commerciale.

Finances publiques

Selon le Ministère des Finances, la collecte des impôts aurait poursuivi sa tendance à la hausse en octobre, enregistrant une augmentation annuelle réelle de 23,2 %. Cette augmentation, la plus élevée jamais enregistrée à ce jour, s’expliquerait notamment par une augmentation réelle : (i) de 51,9 % g.a de la collecte de la TVA, (ii) de 145,5 % g.a de l’impôt spécial sur la production et les services (IEPS) et (iii) de 3,6 % g.a de l’impôt sur le revenu. De janvier à octobre 2023, les recettes fiscales auraient enregistré une augmentation de 10,3 % par rapport à la même période en 2022. Selon le groupe financier Monex, une grande partie de l’augmentation des recettes fiscales est due à la hausse de la collecte de la TVA, soutenue par le comportement positif de la consommation (qui pourrait être associée au dynamisme du marché du travail). Malgré l’augmentation des recettes fiscales entre janvier et octobre 2023 (+ 10,3 % g.a), la collecte des impôts a été inférieure de 117,6 Mds MXN (soit 6,7 Mds USD) au montant programmé. Parallèlement, entre janvier et octobre 2023, les dépenses budgétaires nettes ont progressé de 5,2 % par rapport à la même période en 2022.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 07/12
Bourse (IPC)	2,48%	+6,04%	54 100,37 points
Change MXN/USD	0,93%	-11,39%	17,44
Change MXN/EUR	-1,90%	-9,11%	18,60
Prix du baril mexicain	-6,94%	1,81%	67,95

Amérique centrale

Xiomara Castro, Présidente du Honduras, est la seule cheffe d'Etat d'Amérique centrale à s'être rendue à l'inauguration de la COP28 à Dubaï les 1^{er} et 2 décembre derniers, parmi les 136 chefs d'Etat et Premiers ministres à avoir répondu présents.

Lors de son discours, la cheffe d'Etat a accusé le système capitaliste actuel d'être le premier responsable du changement climatique et a proposé une série de sept mesures pour limiter le réchauffement climatique : i) mettre fin aux guerres et aux bombardements de Gaza ; ii) lutter contre le terrorisme ; iii) protéger les forêts tropicales ; iv) convertir la dette des pays forestiers tropicaux en programmes d'investissement de conservation des ressources naturelles ; v) réglementer davantage l'utilisation des ressources marines ; vi) réduire la consommation des économies dites « développées » et enfin vii) instaurer le principe de responsabilité financière du changement climatique.

Costa Rica

Selon la banque BCT Valores, la croissance du PIB devrait atteindre 6 % en 2023, soutenue par le dynamisme des entreprises situées dans les régimes spéciaux et par la dépréciation du dollar. Celle-ci devrait ralentir en 2024 entre 2 % et 3 % du PIB. Par ailleurs, l'inflation se situerait en 2024 dans la fourchette basse de l'objectif de la Banque Centrale à 1 %.

El Salvador

En prévision des élections présidentielles du 4 février prochain, Nayib Bukele s'est mis en retrait de ses fonctions de Président de la République. Le 30 novembre, l'Assemblée a approuvé l'octroi d'un congé de six mois à Nayib Bukele et à Félix Ulloa, son vice-président (entré en vigueur le 1er décembre, jusqu'au 31 mai 2024), afin qu'ils puissent se présenter à l'élection présidentielle du 4 février prochain. En effet, bien que la Constitution interdise toute réélection d'un président dans les dix ans suivant la fin de son mandat, la Cour Suprême (dont les juges ont été nommés par Nayib Bukele) avait rendu un arrêt en 2021 permettant une réélection quasi-immédiate du président, à condition qu'il quitte ses fonctions six mois avant l'élection (soit le 1er décembre 2023 au plus tard). En juin 2023, le parti Nuevas Ideas annonçait ainsi la candidature du ticket Bukele - Ulloa pour les prochaines élections. Le 3 novembre dernier, le Tribunal Suprême Electoral donnait à son tour son feu vert à la candidature de Nayib Bukele.

Claudia Juana Rodríguez de Guevara, jusqu'alors secrétaire particulière du président, est nommée Présidente de la République par intérim d'El Salvador du 1er décembre au 31 mai 2024. Proche collaboratrice de Nayib Bukele, elle a travaillé à ses côtés depuis qu'il est entré en politique en tant que maire de Nuevo Cuscatlán en 2012, où elle occupait le poste de directrice financière. Avant d'être nommée Présidente d'El Salvador par intérim, elle cumulait les postes de secrétaire privée de la Présidence de la République, de présidente du conseil d'administration de la Direction Nationale des Travaux Municipaux et secrétaire du Conseil des Ministres.

La Banque Mondiale a approuvé un prêt de 150 M USD pour promouvoir l'emploi des jeunes au Salvador. Le programme, d'une durée de 5 ans, vise à améliorer l'accès au travail salarié et aux opportunités d'entrepreneuriat des personnes vulnérables âgées de 18 à 40 ans. Financé par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), le prêt aura une maturité de 25 ans, dont 4,5 ans de période de grâce.

Guatemala

Le budget 2024 a été voté par les députés de l'alliance gouvernementale sortante le 30 novembre et s'élève à 14,7 Mds EUR. Il n'a pas été approuvé par les députés de Semilla, le parti politique du président élu Bernardo Arevalo. Comme traditionnellement, ce budget devrait être très majoritairement dédié aux dépenses de fonctionnement (65 % des dépenses) et au service de la dette (16,6 %), ne laissant que 18,4 % aux dépenses d'investissement (soit 2,7 Mds EUR). Poursuivant sa politique d'orthodoxie budgétaire, l'exécutif prévoit un déficit budgétaire de 1,7 % du PIB (vs. 2,8 % en 2023 et 3,7 % en 2022). Les deux ministères les mieux lotis sont ceux de l'Education et de la Santé, disposant respectivement de 2,7 Mds EUR et 1,5 Md EUR. Le service de la dette se maintient en deuxième poste budgétaire derrière l'éducation (2,5 Mds EUR).

Le vote du budget 2024 a fait l'objet de vives critiques de la part du gouvernement élu, du secteur privé et des communautés indigènes, appelant le président Alejandro Giammattei à opposer son veto au décret budgétaire 2024. Quatre reproches principaux lui sont adressés : i) ce budget menacerait la stabilité financière du pays, obligeant dorénavant le Ministère des Finances à demander l'approbation du Congrès pour renouveler les titres arrivant à échéance via l'émission de nouvelles obligations ; ii) il serait non-conforme à la Loi du Budget car il prévoit une baisse de budget pour la surintendance fiscale (SAT), et obligerait les entités de l'Etat à restituer au Trésor les ressources non-utilisées au cours de l'exercice fiscal ; iii) il impliquerait une allocation des ressources opaque suite aux amendements votés à la dernière minute (transferts à des ONG nouvellement créées et à des projets d'infrastructures qui ne figuraient pas à l'origine dans les plans du Ministère des Infrastructures) ; et iv) il laisserait peu de marge de manœuvre pour la nouvelle administration, plusieurs amendements lui interdisant de réduire le budget de certaines entités, dont celui du Ministère Public. Si le président opposait son veto, le budget 2023 serait alors reconduit.

L'OCDE juge le Guatemala « non-conforme » quant à sa mise en œuvre des normes d'échange de renseignements sur demande (ERD), outil de lutte contre l'évasion fiscale et autres flux financiers illicites. Parmi les 125 juridictions évaluées par l'OCDE (sur les 169 membres du Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements), le Guatemala et Trinité et Tobago sont les seules à avoir été jugées non-conformes, alors que le Vanuatu, les Seychelles, le Panama, Malte ou encore les Iles Vierges britanniques ont été jugées « partiellement conformes ». En cause, la décision de la Cour Suprême de Justice de ne pas lever le secret bancaire à des fins d'échange d'information.

Honduras

La BID a approuvé un prêt de 50 M USD visant à renforcer la Police Nationale afin de réduire les taux de criminalité dans le pays. Le prêt a pour objectif d'améliorer la couverture et la qualité des services de police aux citoyens et à moderniser leur formation. Le prêt sera déboursé sur une période de 5 ans et aura une maturité de 25 ans, dont 5,5 ans de période de grâce. Sur les 50 M USD, 17,5 M USD seraient octroyés à des conditions concessionnelles (maturité de 40 ans et taux d'intérêt de 0,25 %) et 32,5 M USD à des conditions ordinaires (maturité de 30,5 ans, période de grâce incluse et un taux d'intérêt basé sur le SOFR). Le Honduras fait partie des cinq pays les plus violents au monde en 2022, le taux d'homicide s'élevant à 38 pour 100 000 habitants et le taux de féminicide à 6,1 pour 100 000 femmes, soit le plus élevé d'Amérique latine en 2022. Pourtant, face à ce constat, la Police Nationale du Honduras ne compte parmi ses rangs que 17 626 officiers de police, soit 172 agents pour 100 000 habitants, le taux le plus bas d'Amérique latine.

La Banque centrale du Honduras (BCH) a lancé un appel d'offre pour la production de 20 millions de billets de 200 lempiras (8 USD). La date limite pour le dépôt des offres est fixée au 8 janvier 2024. Les billets devraient comporter l'image de l'activiste écologiste Berta Cáceres ainsi que le message "Réveillez l'humanité, réveillez l'humanité". Berta Cáceres a été victime d'un assassinat en 2018 commandité par l'entreprise Desarrollos Energéticos pour avoir organisé des manifestations contre leur projet de barrage hydroélectrique sur le fleuve Gualcarque.

Nicaragua

La Banque centrale du Nicaragua (BCN) a rehaussé ses prévisions de croissance économique à 4-5 % pour 2023 (contre une fourchette de 3-4 % selon la projection d'octobre) et à 3,5-4,5 % pour 2024. L'institution prévoit par ailleurs un ralentissement de l'inflation à 4,5-5,5 % et un taux de chômage compris entre 3 et 3,5 % pour 2023. Pour 2024, elle prévoit une inflation comprise entre 3 et 4 %.

De janvier à octobre, le Nicaragua a accueilli 863 000 touristes internationaux, en hausse de 42 % g.a. L'institut nicaraguayen du tourisme (Intur), prévoit de clôturer l'année en passant le seuil du million de touristes, générant 600 M USD de recettes internationales. Les Américains sont les premiers touristes internationaux à visiter le pays, suivi des touristes provenant du Costa Rica, du Honduras et du Salvador.

Panama

Dans son Panorama Social de l'Amérique Latine et des Caraïbes 2023, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) révèle que la part de personnes en situation d'extrême pauvreté au Panama, aurait augmenté de 0,9 point entre 2021 et 2022, atteignant 6,6 % en 2022. La CEPALC considère qu'une personne est en situation d'extrême pauvreté lorsque son revenu mensuel (ou la part du revenu de chaque membre d'une famille) est inférieur à 66 USD par mois.

Selon l'Autorité du Canal de Panama (ACP), le canal aurait opéré pendant l'année fiscale 2023 (octobre 2022-septembre 2023) un total de 12 638 transits,

représentant 510 millions de tonnes de marchandises (- 1,5 % par rapport à l'année fiscale 2023), générant 3,3 Mds USD de revenus, en hausse de 10,6 % par rapport aux revenus de l'année fiscale précédente. Les nouvelles écluses Neopanamax auraient enregistré 28,7 % des transits. Les porte-conteneurs représenteraient 21,3 % des transits, suivis des vraquiers avec 20,9 % et des transporteurs de produits chimiques avec 17,4 %. En ce qui concerne les clients du canal de Panama, les États-Unis restent en tête de liste (avec 71 % des transits), suivis par la Chine (22 %), le Japon (14 %), la Corée du Sud (9,8 %) et le Chili (9,7 %).

Selon l'enquête sur le marché du travail de l'Institut national des statistiques et du recensement (INEC), le salaire mensuel moyen au Panama s'élèverait à 735,4 USD en août 2023, en hausse de 1 % par rapport à avril 2022. Le rapport de l'INEC donne des précisions sur la répartition des 1,18 million d'employés formels selon le niveau de rémunération :

Rémunération mensuelle	Part de la population active occupant un emploi formel
Inférieure à 399 USD	16,5 %
Entre 400 et 599 USD	13,1 %
Entre 600 et 799 USD	30,1 %
Entre 800 et 999 USD	12,7 %
Entre 1 000 et 1 499 USD	12,9 %
Entre 1 500 et 1 999 USD	6,7 %
Entre 2 000 et 2 999 USD	4,7 %
Supérieure à 3 000 USD	3,3 %

Renzo Merino, vice-président de Moody's Panama et chef de l'équipe chargée de la notation du Panama et l'économiste Felipe Chapman alertent sur la capacité du Panama à atteindre ses objectifs en matière budgétaire, notamment avec des recettes fiscales plus faibles que les pays ayant la même notation. Plusieurs faiblesses institutionnelles et de gouvernance seraient à l'origine de cette situation : (i) l'augmentation importante de la masse salariale dans le secteur public, (ii) l'augmentation des dépenses publiques pour les subventions spécifiques en faveur de la lutte contre l'inflation, (iii) le déficit du programme d'invalidité, de vieillesse et de décès (IVM) de la Caisse de Sécurité Sociale, (iv) les dépenses liées à la pandémie, ainsi que (v) la baisse des recettes. Moody's prévoit un déficit public de 3,5 % du PIB pour 2023, supérieur à l'objectif budgétaire de 3 %. L'objectif d'un déficit équivalent à 2 % du PIB pour 2024 ne devrait pas être atteint. L'économiste et le vice-président de Moody's Panama ajoutent que le Panama enregistrerait une croissance du PIB inférieure aux prévisions du Ministère de l'économie et des finances, à 5 % au lieu de 6 %. Celle-ci devrait fortement ralentir en 2024, et atteindre 1 % du PIB.

Caraïbes

Selon le rapport Panorama Social de l'Amérique Latine et des Caraïbes 2023 de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la croissance moyenne des pays de la Caraïbes serait de 7,4 % en 2022. Hors Guyana (61,5 %) et le Suriname

	2022
Antigua-et-Barbuda	7,8 %
Bahamas	13,8 %
Barbade	9,8 %
Sainte-Lucie	15,8 %
Trinité-et-Tobago	2,1 %

(0,1 %), Sainte-Lucie aurait la croissance la plus élevée de la région avec 15,8 % du PIB et Trinité-et Tobago la plus faible avec 2,1 % du PIB.

Selon le rapport du CEPALC, les pays anglophones des Caraïbes auraient retrouvé en 2022, des niveaux de chômage inférieur ou équivalent aux niveaux prépandémiques. Par exemple, le chômage aurait atteint 8,4 % en 2022 à la Barbade, contre 9,6 % en 2019, après un pic à 15,6 % en 2020.

	2019	2020	2021	2022
Barbade	9,6 %	15,6 %	14,1 %	8,4 %
Jamaïque	5 %	6,6 %	5,2 %	3,9 %
Sainte-Lucie	16,8 %	21,7 %	23,1 %	
Trinité-et-Tobago	4,3 %	4,7 %	5,4 %	4,9 %

Cuba

Cuba et l'Iran renforcent leur coopération bilatérale. L'Iran et Cuba ont signé 7 documents de coopération et mémorandums d'accord, ainsi qu'une déclaration conjointe, afin d'approfondir la coopération bilatérale dans les domaines de la science, la technologie, la santé, l'agriculture, l'énergie, l'exploitation minière, la communication et la médecine. La signature de ces documents a eu lieu dans le cadre de la visite du président cubain en Iran. A la tête d'une délégation, le président Diaz-Canel est arrivé le 3 décembre à Téhéran, dernière étape d'une tournée qui l'a conduit aux Emirats Arabes et au Qatar. Cette visite a lieu 22 ans après la dernière visite officielle effectuée par Fidel Castro, alors président de Cuba, en Iran. L'Île et l'Iran entretiennent une amitié consolidée depuis 1979. Au cours de ces décennies, les deux pays ont signé de nombreux accords dans des domaines tels que la biotechnologie, l'industrie pharmaceutique et la sécurité alimentaire. En juin 2023, le président iranien Ebrahim Raïssi s'est rendu à La Havane sur invitation officielle de son homologue cubain.

Haïti

Au cours du deuxième mois de l'exercice fiscal 2023-2024, l'Administration générale des douanes (ADG) a dépassé son propre record de performances, faisant passer ses recettes de 6,9 Mds HTG (47,9 M EUR) en novembre 2022 à 10,4 Mds HTG (72,2 M EUR) en novembre 2023. Le tonnage des marchandises importées a connu une baisse significative, passant de 323,3 tonnes nettes de marchandises importées en novembre 2022 à 307,7 tonnes. Toutefois, grâce aux mécanismes de lutte contre la fraude, l'ADG a augmenté ses recettes de 50 % en g.a.

République Dominicaine

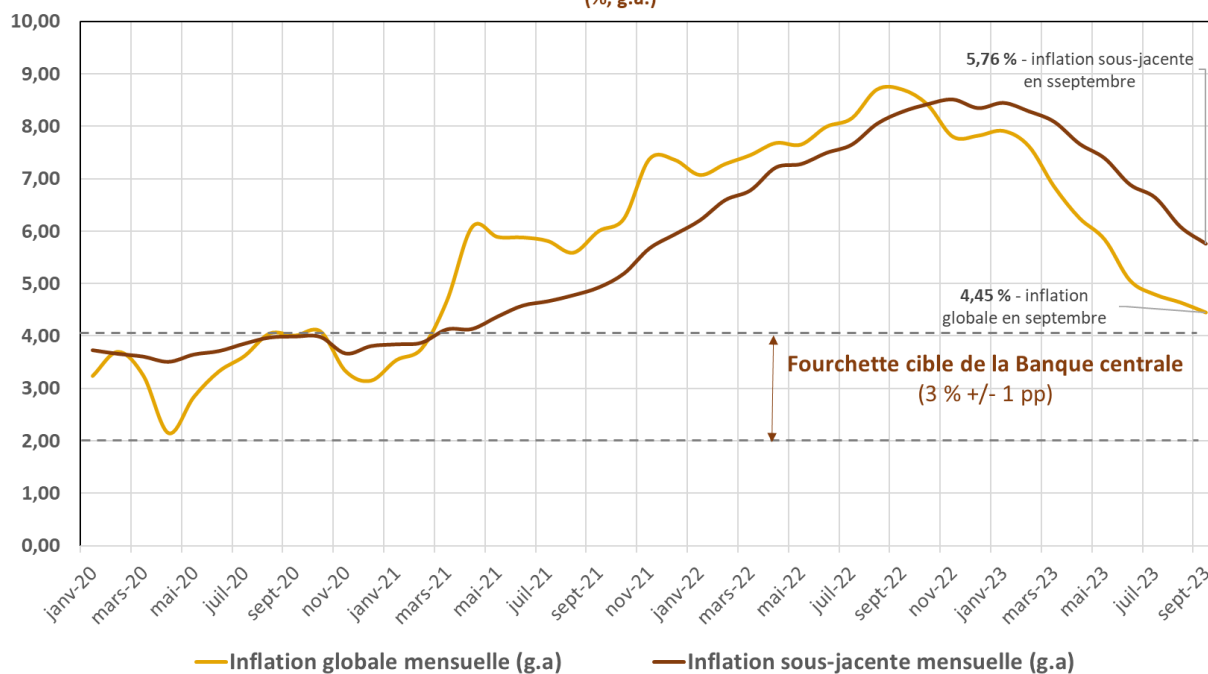
La République dominicaine a réussi à se rapprocher de sa cible d'inflation de 4 % ± 1 pp, ce qui la place parmi les premiers pays d'Amérique latine à atteindre cette performance depuis mai 2023. La Banque centrale de la République dominicaine (BCRD) a indiqué que l'indice des prix à la consommation (IPC) a enregistré une variation mensuelle de 0,14 % en novembre 2023. Avec ce résultat, l'inflation en glissement annuel mesurée de novembre 2022 à novembre 2023 a diminué à 4,00 %, ce qui la place au milieu de la fourchette cible établie dans le programme monétaire de la BCRD.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	6,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	7,75 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

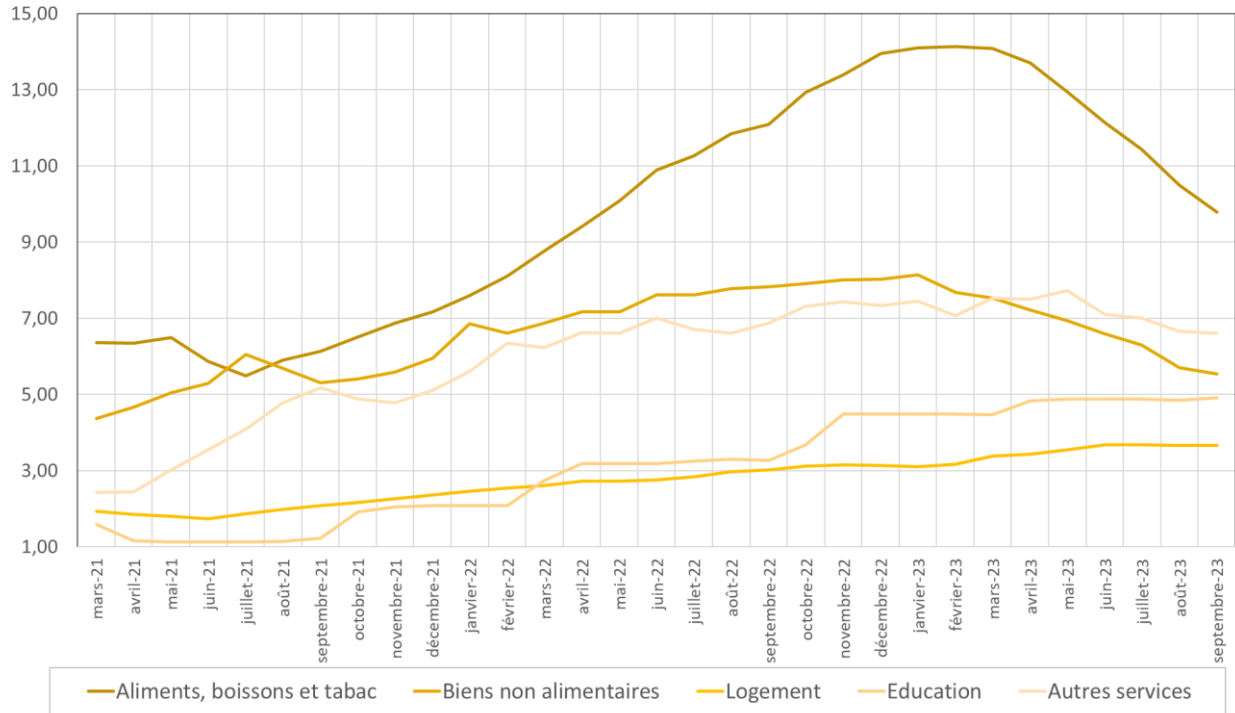
–Annexe Graphique Mexique –

INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE
(%, g.a.)



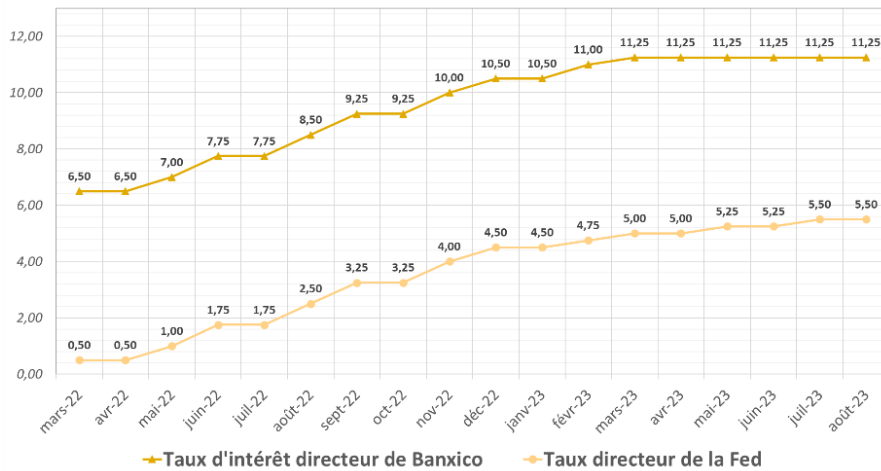
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie

EVOLUTION DES COMPOSANTES DE BASE DE L'INFLATION (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

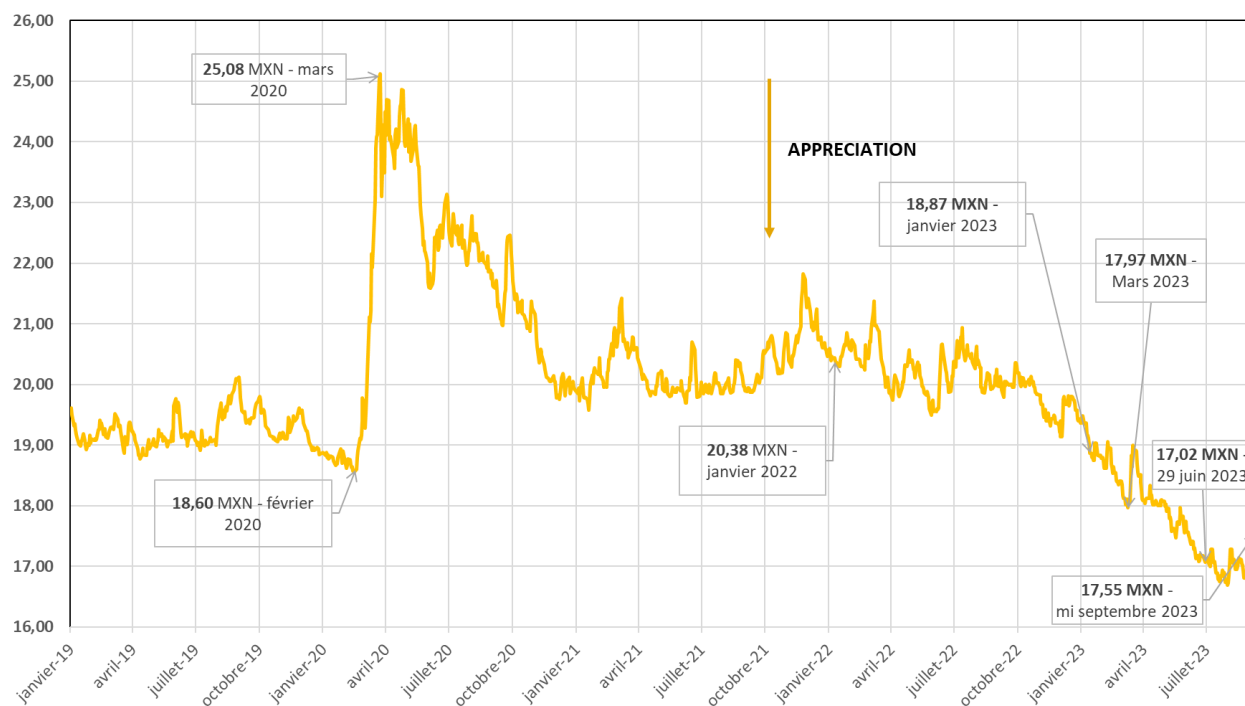
DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)



date	Taux d'intérêt directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575

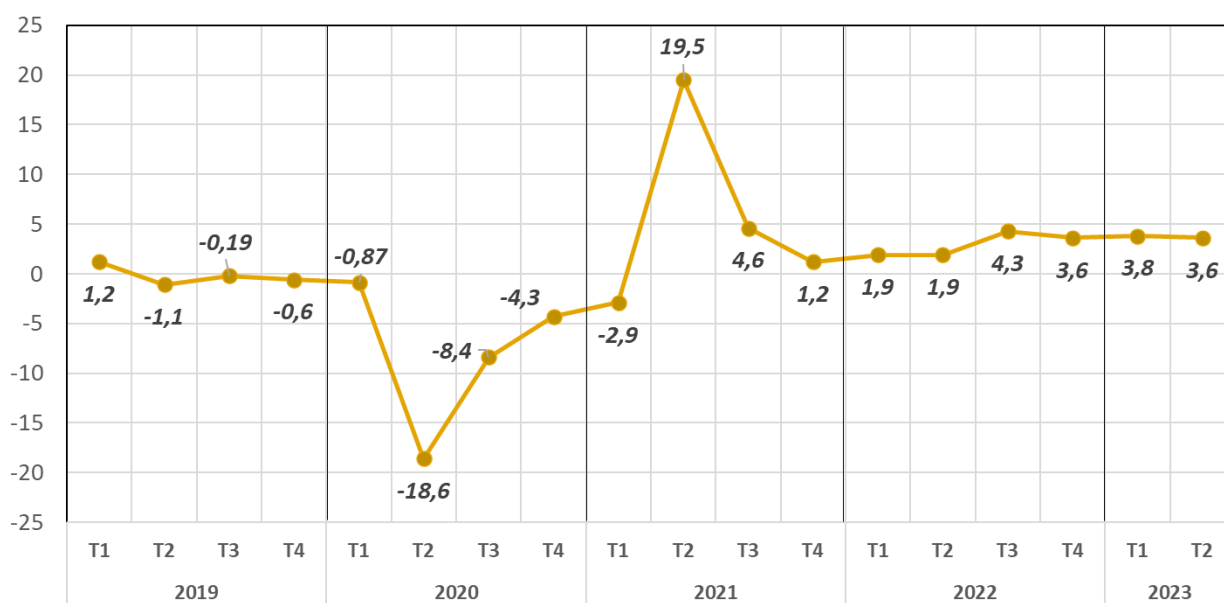
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



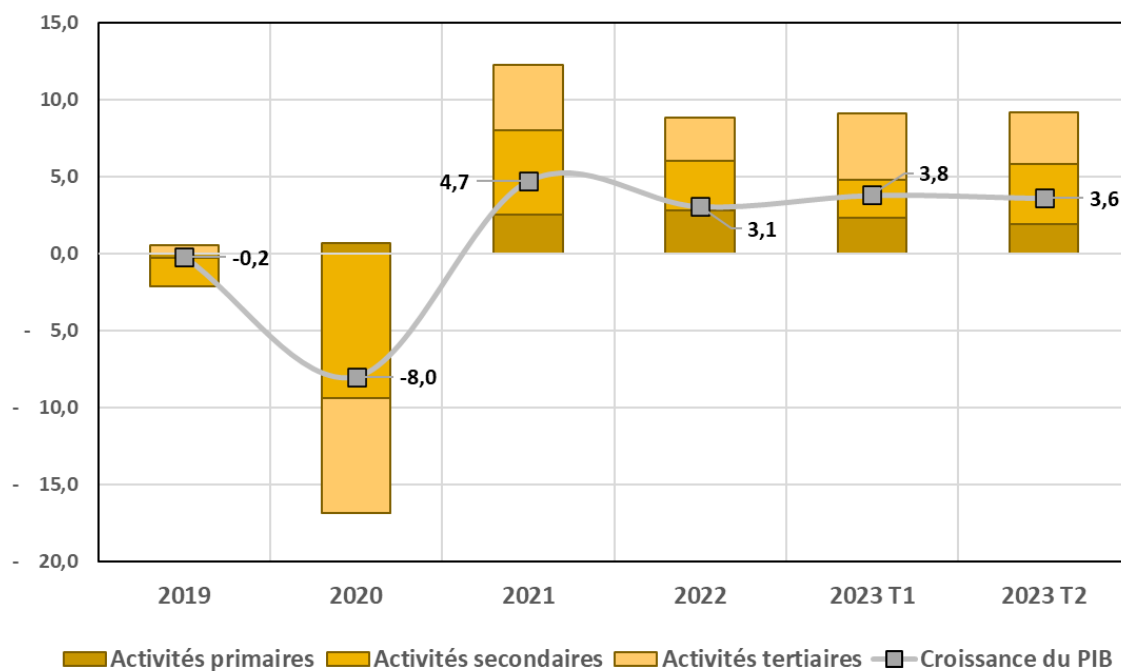
Source : Banque centrale du Mexique

TAUX DE CROISSANCE DU PIB (%, glissement annuel)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

DECOMPOSITION DE LA CROISSANCE PAR TYPE D'ACTIVITES (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr